

## WHY THIS LEAFLET?

Exploitation at work is a form of human trafficking that exists in many professional sectors. It is characterized by the fact of recruiting a person to exploit his labor force without respecting labor law which is prohibited by law (Article 382-1 of the Penal Code).

This leaflet informs you about some forms of exploitation that may exist in your workplace and also helps you to remember your rights. Its main purpose is to inform people settling in Luxembourg who do not know the labor legislation and the access to the stay in Luxembourg.

## CHECK IF YOU ARE IN A REGULAR SITUATION AT WORK?

If you answer YES to all questions, your employer appears to be in good standing. If you answer NO to any of the questions, your employer is not in good standing about your rights at work:

	YES	NO
Do you have a work contract?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
If you are a third-country national*, do you have your residence permit and / or work permit?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Have you received your declaration of entry from the Joint Social Security Center?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Does your salary correspond to at least the minimum wage?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Do you receive your salary?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
If YES, by bank transfer or do you receive a receipt for the payment?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Do you have the right to your holidays and time off?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Did you perform your medical examination during the employment?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

\* Third-country national: person who is not a citizen of the European Union or a citizen of one of the assimilated countries of the EU

## ADRESSES UTILES/USEFUL ADDRESSES

- **Inspection du travail et des mines (ITM)**  
Tél. (+352) 247-76100  
E-mail : contact@itm.etat.lu
- **Police Grand-Ducale**  
Tél. (+352) 4997-6210 (pendant les heures de bureau)  
Tél. 113 (en dehors des heures de bureau)  
E-mail : traite@police.etat.lu
- SAVTEH de l'asbl Femmes en Détresse et le COTEH de la Fondation Maison de la Porte Ouverte sont les deux seuls services d'assistance ambulatoire aux victimes de la traite
  - **SAVTEH**  
Tél : (+352) 621-31 69 19 ou 26 48 26 31  
E-mail : traite.humains@visavi.lu
  - **COTEH**  
Tél : (+352) 621-35 18 84 ou 24 87 36 22  
E-mail : coteh@fmppo.lu
- **Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg (OGB-L)**  
Tél: (+352) 2 65 43 777  
E-mail : info@ogbl.lu
- **Lëtzebuurger Chrëschtleche Gewerkschaftsbond (LCGB)**  
Tél : (+352) 49 94 24-222  
E-mail : infocenter@lcgb.lu
- **Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI a.s.b.l.)**  
Tél. (+352) 43 83 33 1  
E-mail : guichet@astil.lu

Géré par



Financé par



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Famille, de l'Intégration  
et à la Grande Région

Office luxembourgeois de l'accueil  
et de l'intégration



Fonds « Asile, Migration et  
Intégration » (AMIF)

© Septembre 2017 ASTI asbl



# CONNAÎTRE SES DROITS POUR ÉVITER D'ÊTRE EXPLOITÉ AU TRAVAIL

# KNOW YOUR RIGHTS TO AVOID BEING EXPLOITED AT WORK

## POURQUOI CE DÉPLIANT ?

L'exploitation au travail est une forme de traite humaine qui existe dans de nombreux secteurs professionnels. Elle se caractérise par le fait de recruter une personne pour exploiter sa force de travail sans respecter le droit du travail ce qui est interdit par la loi (article 382-1 du Code pénal).

Ce dépliant vous informe sur des formes d'exploitation qui peuvent exister sur votre lieu de travail et vous permet aussi de vous rappeler vos droits. Son objectif principal est d'informer les personnes s'installant au Luxembourg et qui ignorent la législation du travail et l'accès au séjour au Luxembourg.

## CONTRÔLEZ SI VOUS VOUS TROUVEZ EN SITUATION RÉGULIÈRE AU TRAVAIL ?

Si vous répondez par OUI à toutes les questions, votre employeur semble être en règle. Si vous répondez NON à une des questions, votre employeur n'est pas en règle concernant vos droits au travail:

	OUI	NON
Avez-vous un contrat de travail écrit ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si vous êtes ressortissant de pays tiers*, avez-vous votre autorisation de séjour et/ou de travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avez-vous reçu votre déclaration d'entrée du Centre Commun de la Sécurité Sociale ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Votre salaire correspond-il au moins au salaire minimum ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recevez-vous votre salaire ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si OUI, par virement bancaire ou obtenez-vous un reçu de quittance lors du versement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avez-vous droit à des congés et des heures de repos ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avez-vous passé un examen médical lors de l'engagement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

\* Ressortissant de pays tiers : personne qui n'est pas citoyen de l'Union européenne ou citoyen d'un des pays assimilés à l'UE

## VOICI, EN RÉSUMÉ, VOS DROITS APRÈS AVOIR SIGNÉ UN CONTRAT DE TRAVAIL AVEC UN EMPLOYEUR



Je signe mon **contrat de travail** et reçois un original du contrat afin de connaître ma relation de travail avec mon employeur.



Si je suis ressortissant de pays tiers, j'ai une **autorisation de séjour et de travail** délivrée par le Ministère des Affaires étrangères et européennes avant de commencer à travailler.



Si je travaille au Luxembourg je dois être affilié auprès de la sécurité sociale par mon employeur et je bénéficie donc d'une **assurance maladie et d'une assurance pension**. Une lettre (déclaration d'entrée) m'est envoyée, par courrier, à mon domicile pour confirmer mon affiliation.



J'effectue ma **visite médicale** auprès du Service de Santé au Travail Multisectoriel lorsque je suis embauché afin de savoir si je suis apte au poste de travail.



Je reçois mon **salaire** par virement ou contre un reçu. Il peut être composé d'éléments en espèce ou en

nature. Le salaire social minimum pour l'année 2017 pour un emploi à temps complet est de €1.998,59 (€11,55/heure) pour une personne non-qualifiée et de €2.398,30 (€13,86/heure) pour une personne qualifiée.



J'ai le droit à mon **repos hebdomadaire** de 44 heures ininterrompues ainsi que, si je travail en continu 6 heures par jour, mon horaire de travail doit être entrecoupé d'un ou de plusieurs temps de repos.



J'ai le droit, en tant que salarié ou apprenti, de demander mes **congés annuels payés** (minimum 25 jours annuels pour un temps complet) à mon employeur peu importe mon horaire de travail (temps partiel, temps complet, etc.) ou mon type de contrat (durée déterminée ou indéterminée).



La durée normale de travail est de 8 heures par jour et 40 heures par semaine. Toute heure de travail dépassant la durée normale de travail est une **heure supplémentaire**. La durée maximale de travail est de 10 heures par jour ou 48 heures par semaine. Les heures supplémentaires doivent être payées et/ou données comme récupération à un autre moment. Dans certains secteurs, tels que l'hôtellerie et la restauration, la durée maximale de travail est différente.

## HERE IS, IN SUMMARY, YOUR RIGHTS AFTER SIGNING A WORK CONTRACT WITH AN EMPLOYER



I sign my **work contract** and I receive an original of the contract to know my working relationship with my employer.



If I am a third-country national, I have a **residence and work permit** issued by the Ministry of Foreign Affairs before working.



If I work in Luxembourg, I have to be affiliated to social security by my employer, so I have the right to have a **health insurance and pension insurance**. A letter (déclaration d'entrée) is sent by mail to my home to confirm my affiliation.



I make a **medical visit** to the Multisectoral Health Service when I am hired to find out if I am fit for the required job.



I receive my **salary** by transfer or with a receipt. The salary may be composed of elements in cash or in

kind. The minimum wage for the year 2017 is €1.998,59 (€11,55/hour) for an unqualified person and €2.398,30 (€13,86/hour) for a qualified person.



I have the right to a **weekly uninterrupted rest of 44 hours**, and I have the right to one or more pauses if I work more than 6 hours nonstop.



I have the right as an employee or apprentice, to **request my leave (congé)** from my employer (min. 25 holidays a year for a full time) regardless of my schedule (part time, full time, etc.) or my type of contract (limited or unlimited).



The normal hours of work are 8 hours a day and 40 hours a week. Any hour of work in excess of normal working hours is an **additional hour**. Maximum working time is 10 hours a day or 48 hours a week. Overtime must be paid and / or retrieved at another time. In some sectors, such as hotels and restaurants, the maximum working time is different.

## VOS DROITS NE SONT PAS RESPECTÉS ? QUE POUVEZ-VOUS FAIRE ?

- Il est important, si possible, de rassembler toutes les **preuves** montrant que vous êtes victime d'exploitation au travail.
- Vous pouvez en **parler avec votre employeur** afin de trouver une solution qui soit légale. De plus, avant de signer un document vérifiez-en bien le contenu.
- **Contactez l'Inspection du travail et des mines** qui est compétente en matière de conditions de travail et de protection des travailleurs. Il est aussi possible d'introduire une plainte auprès de l'ITM afin qu'un inspecteur effectue une enquête auprès de l'employeur.
- **Contactez le Service de la Police Grand-Ducale spécialisé dans la traite humaine** qui pourra vous accueillir et vous écouter afin de déterminer comment procéder pour vous protéger. Il informe de la possibilité de se constituer partie

civile et du déroulement de la procédure pénale; des droits en matière d'assistance judiciaire et d'interprétation. Si vous êtes ressortissant d'un pays tiers, vous pouvez avoir un délai de réflexion pour décider de votre coopération avec les autorités et, éventuellement obtenir un titre de séjour.

- **Contactez une association spécialiste dans des questions de traite humaine** qui assure une prise en charge qui peut être d'ordre socio-éducative, matérielle et financière, médicale, psychologique, thérapeutique, linguistique et judiciaire.
- **Demandez une assistance judiciaire** qui est une mesure qui assure l'accès à la justice des personnes qui ne disposent pas de revenus suffisants. Ainsi, l'État luxembourgeois met à disposition un avocat en payant ses frais.
- Devenir membre d'un **syndicat** qui est une organisation dont le but est de défendre les droits et les intérêts sociaux, économiques et professionnels de ses membres. Si vous êtes membre, le syndicat vous informe sur vos droits et assure la défense de vos intérêts comme salarié au Luxembourg.

## YOUR RIGHTS ARE NOT RESPECTED? WHAT CAN YOU DO?

- It is important, if possible, to gather all the **evidence** showing that you are a victim of exploitation at work.
- You can talk to your employer about finding a legal solution. In addition, before signing a document check the content.
- **Contact the Labor and Mining Inspectorate (ITM)** who has jurisdiction over working conditions and worker protection. It is also possible to lodge a complaint with the ITM so that an inspector carries out a survey with the employer.
- **Contact an association specialized in human trafficking issues** who provides care that can be socio-educational, material and financial, medical, psychological, therapeutic, linguistic and judicial.
- **Legal aid** is a measure that ensures access to justice for people who do not have sufficient income. Thus the Luxembourg State provides a lawyer by paying its fees.
- Join a trade **union** which is an organisation whose purpose is to defend the rights and social, economic and professional interests of its members. If you are a member, the trade union informs you of your rights and assures the defense of your interests as an employee in Luxembourg.
- **Contact the Grand Ducal Police Service specialized in human trafficking** who can listen to you to determine how to proceed to protect you. He informs about the possibility of becoming a civil party and the progress of the criminal proceedings; rights in legal aid and interpretation. If you are a national of a third country, you may have a period of reflection to decide on your cooperation with the authorities and possibly obtain a residence permit.